

25 mai 1978 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFERENCE DE PRESSE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, AUX NATIONS-UNIES APRES SON DISCOURS SUR LE DESARMEMENT, NEW YORK, JEUDI 25 MAI 1978

` POLITIQUE ETRANGERE ` MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, EXCELLENCE, MESDAMES, MESSIEURS, J'AI AUJOURD'HUI LE TRES GRAND HONNEUR DE SOUHAITER LA BIENVENUE A CETTE CONFERENCE_DE_PRESSE, A SON EXCELLENCE, MONSIEUR VALÉRY GISCARD D'ESTAING, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, QUI VIENT DE PRONONCER UN DISCOURS TRES IMPORTANT SUR LES PROBLEMES DU DESARMEMENT DEVANT L'ASSEMBLEE GENERALE. COMME LE VEUT LA COUTUME, JE DONNE LA PAROLE AU PRINCIPAL REPRESENTANT DE L'ASSOCIATION DES CORRESPONDANTS ACCREDITES AUPRES DES NATIONS-UNIES, MONSIEUR WLADIMIR MATTEACK QUI POSERA LA PREMIERE QUESTION. QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, C'EST UN GRAND HONNEUR QUE DE VOUS SOUHAITER LA BIENVENUE ICI, AU NOM DE TOUS MES COLLEGUES CORRESPONDANTS ACCREDITES AUPRES DES NATIONS-UNIES. COMME VOUS LE SAVEZ, NOUS SOMMES TOUS LES TEMOINS D'UN EVENEMENT EXCEPTIONNEL : LA PREMIERE VISITE AUX NATIONS UNIES D'UN PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE QUI EST UN MEMBRE FONDATEUR DE L'ORGANISATION. JE PENSE QUE CETTE CONFERENCE_DE_PRESSE VA DURER ENVIRON UNE DEMI-HEURE. JE VOUDRAIS D'ABORD POSER LA PREMIERE QUESTION. QUE PENSEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, DE LA NOUVELLE PROPOSITION DU SECRETAIRE LEONID BREJNEV CONTENUE DANS SON DISCOURS DE MOSCOU DU 25 AVRIL ` 1978 ` DATE ` , A PROPOS DE L'ARRET DE LA FABRICATION D'ARMES NUCLEAIRES SOUS TOUTES LEURS FORMES, PAR TOUS LES ETATS, ET DE L'INTERDICTION DE TOUTES LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE. LE PRESIDENT.- JE VOUDRAIS DIRE D'ABORD, MESDAMES ET MESSIEURS LES JOURNALISTES, QUE JE SUIS HEUREUX DE VOUS VOIR ET D'AVOIR CETTE OCCASION DE VOUS RENCONTRER. EN EFFET, POUR LA PREMIERE FOIS EN TANT QUE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, J'AI L'OCCASION D'AVOIR UN ENTRETIEN AVEC VOUS DANS L'ENCEINTE DES NATIONS UNIES. VOUS SAVEZ QUE LA FRANCE ATTACHE UNE GRANDE IMPORTANCE AUX TRAVAUX DES NATIONS UNIES ` ONU ` . EN-PARTICULIER, DANS LA PERIODE RECENTE, ELLE A ETE AMENEE A APPORTER SA CONTRIBUTION A UN CERTAIN NOMBRE DES ACTIONS DE L'ORGANISATION. JE REPONDRAI, SI VOUS LE VOULEZ, A TOUTES LES QUESTIONS QUE VOUS POURREZ ME POSER SUR LE DEBAT EN-COURS C'EST-A-DIRE LE DESARMEMENT, ET D'AUTRE_PART, SUR L'ACTION OU LES ACTIONS DES NATIONS UNIES AUXQUELLES LA FRANCE EST AMENEE A PARTICIPER

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` A LA PREMIERE QUESTION QUI M'EST POSEE PAR L'HONORABLE JOURNALISTE, JE DIRAIS QUE J'AURAI PREFERE UNE QUESTION SUR MES POSITIONS PLUTOT QU'UNE QUESTION SUR LES PROPOSITIONS DE M. LEONID BREJNEV. CES PROPOSITIONS, NOUS NE LES AVONS PAS ENCORE ETUDIEES DANS TOUTES LEURS CONSEQUENCES. MAIS J'AI PARLE TOUT A L'HEURE DU PROBLEME DU DESARMEMENT EN CE QUI CONCERNE LES PUISSANCES NUCLEAIRES. IL FAUT SAVOIR QU'IL Y A UNE DISPARITE CONSIDERABLE ENTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

NUCLEAIRES, C'EST-A-DIRE L'UNION SOVIETIQUE ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, ET L'ENSEMBLE DES AUTRES PUISSANCES NUCLEAIRES. A L'HEURE ACTUELLE, LES DISCUSSIONS DES NEGOCIATIONS SALT PORTENT EN EFFET SUR UN NOMBRE DE VECTEURS `ENGIN DE TRANSPORT ` MISSILES ` STRATEGIQUES DE DIFFERENTES CATEGORIES COMME VOUS LE SAVEZ, INFERIEURS A 2 400 MAIS VOISINS DE CE CHIFFRE ET SI UN ACCORD SE FAIT, IL SE FERA A UN NIVEAU COMPRIS ENTRE 2 000 ET 2 400. OR, CECI EST EVIDEMENT SUPERIEUR DE TRES LOIN A TOUT CE DONT DISPOSENT LES AUTRES PUISSANCES NUCLEAIRES. C'EST POURQUOI, IL FAUT DISTINGUER SOIGNEUSEMENT LES DECISIONS INTERESSANT L'ARSENAL NUCLEAIRE DES SUPERPUISSANCES ET LA POSITION DES AUTRES PUISSANCES. ET, S'IL Y AVAIT DE LA PART DES SUPERPUISSANCES LA DECISION EN _COMMUN D'ARRETER LA PRODUCTION DE LEURS ARMES NUCLEAIRES, ET DE DECIDER UN GEL TECHNOLOGIQUE EN CE QUI CONCERNE LE DEVELOPPEMENT DE LEUR TECHNOLOGIE NUCLEAIRE, CECI CONDUIRAIT PROGRESSIVEMENT A CE QUE J'AI APPELE UN RESSERREMENT DE LA DISPARITE, UN CHANGEMENT DE _NATURE DE LA DISPARITE QUI EXISTE A L'HEURE ACTUELLE ENTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES ET LES AUTRES. DONC, JE CONSIDERE QUE SUR CE PROBLEME IL FAUT DISTINGUER ENTRE LA SITUATION DES DEUX SUPERPUISSANCES ET LA SITUATION DES AUTRES. C'EST POURQUOI J'ATTENDS DE CONNAITRE LA REACTION DES SUPERPUISSANCES ELLES-MEMES SUR L'ARRET DE LEUR PRODUCTION D'ARMES NUCLEAIRES ET LE GEL TECHNOLOGIQUE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS AVEZ PROPOSE UNE TROISIEME CONFERENCE. LA PREMIERE ETAIT LA CONFERENCE DE RAMBOUILLET, PUIS LA CONFERENCE NORD-SUD ` CCEI ` , ENFIN CETTE CONFERENCE ` DESARMEMENT ` POUR LES PAYS QUI SONT INTERESSES EN EUROPE. EST-CE QUE VOUS PENSEZ QUE LES ETATS-UNIS ET LES RUSSES ASSISTERONT A CETTE CONFERENCE ET POURQUOI PENSEZ-VOUS QUE CETTE CONFERENCE SERA UN SUCCES ? LE PRESIDENT.- J'AI D'ABORD INDIQUE QUE CETTE INVITATION, QUE NOUS ADRESSERONS A-PARTIR DE DEMAIN PAR LA VOIE DIPLOMATIQUE ET NATURELLEMENT AVEC DES PHASES SUCCESSIVES DE PREPARATION, SERA ADRESSEE A L'ENSEMBLE DES PAYS QUI ONT PARTICIPE A LA CSCE, A LA CONFERENCE D'HELSINKI, CE QUI COMPREND EN EFFET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LE CANADA, EN CE QUI CONCERNE L'AMERIQUE DU NORD, ET L'ENSEMBLE DES PUISSANCES EUROPEENNES DE L'EST ET DE L'OUEST

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` POURQUOI, A L'HEURE ACTUELLE, PROPOSER LA REUNION D'UNE TELLE CONFERENCE ` DESARMEMENT ` ? C'EST QUE NOUS VOYONS BIEN QUE L'OBSTACLE A UN EFFORT DE REDUCTION DES ARMEMENTS STRATEGIQUES EN EUROPE, C'EST LA DIPARITE DES FORCES CONVENTIONNELLES. DONC, S'IL N'Y A PAS UNE RENCONTRE POUR DISCUTER AU NIVEAU DES ARMEMENTS CONVENTIONNELS, ET EVENTUELLEMENT DE LA REDUCTION DE CE NIVEAU, DE SA SITUATION SUR LE TERRAIN, DE SON ELOIGNEMENT, LA REDUCTION DES ARMEMENTS NUCLEAIRES NE POURRA CERTAINEMENT PAS DESCENDRE AU-DESSOUS D'UN SEUIL ELEVE. DANS L'APPROCHE QUE NOUS PROPOSONS, IL S'AGIT DONC DE SE REUNIR POUR VOIR S'IL EST POSSIBLE DE RECHERCHER UN CERTAIN EQUILIBRE, ET DE PREFERENCE UN EQUILIBRE EN REDUCTION, DU NIVEAU DES ARMEMENTS EUROPEENS DANS CETTE ZONE. VOUS SAVEZ QUE CE PROBLEME A ETE ABORDE A PLUSIEURS REPRISES, MAIS SOUS UN ANGLE QUE NOUS AVONS JUGE PARTIEL. NOTAMMENT LA CONFERENCE QUI S'APPELLE CELLE DES MBFR. NOUS NE SOMMES PAS PARTISANS, JE LE DIRAI A PROPOS D'AUTRES INITIATIVES, NOUS NE SOMMES PAS PARTISANS D'UN DECOUPAGE DE LA SECURITE EN EUROPE. NOUS CONSIDERONS QU'IL Y A LA UNE ZONE UNIQUE £ CE N'EST D'AILLEURS PAS UNE ZONE TRES ETENDUE EN REALITE ET, A L'HEURE ACTUELLE, LES MOUVEMENTS, LES DEPLACEMENTS SE FAISANT TRES RAPIDEMENT, NOTAMMENT PAR

LA VOIE AERIEENNE, L'IDEE QUE L'ON PEUT DECOUPER MILITAIREMENT PLUSIEURS ZONES DE SECURITE EN EUROPE NE ME PARAIT PAS REALISTE. NOUS PENSONS DONC QU'IL FAUT QUE LA REFLEXION PORTE SUR L'ENSEMBLE DE CETTE ZONE QUE JE DECRIS COMME ALLANT DE L'ATLANTIQUE A L'OURAL

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, AU MOMENT OU CETTE CONFERENCE SUR LE DESARMEMENT A LIEU ICI, IL Y A DANS LE MONDE TOUT UN HARO SUR LA CONCURRENCE MILITAIRE EN AFRIQUE. ET AUX ETATS-UNIS ON TROUVE UN CERTAIN FERMENT AINSI QU'EN EUROPE. EST-CE QUE VOUS POURRIEZ PRECISER A NOTRE INTENTION LA POSITION FRANCAISE SUR CETTE CONCURRENCE MILITAIRE EN AFRIQUE ? LE PRESIDENT.- VOLONTIERS. MAIS JE NE LE FERAI PAS ICI AUX NATIONS-UNIES CAR JE SUIS L'INVITE DE L'ORGANISATION. LA SESSION SPECIALE PORTE SUR UN SUJET QUI EST LE DESARMEMENT ET NON PAS SUR DES SITUATIONS DE CONFLITS, PAR EXEMPLE EN AFRIQUE. MAIS J'AI INDIQUE TOUT A L'HEURE DANS MON EXPOSE QUE L'ACTION DU DESARMEMENT ETAIT UNE ACTION EN REALITE DOUBLE. IL Y A D'UNE PART L'ACTION TECHNIQUE DE NEGOCIATIONS DE REDUCTION DU NIVEAU DES ARMEMENTS & IL Y A D'AUTRE PART UNE ACTION POLITIQUE OU DIPLOMATIQUE POUR ATTENUER LES FOYERS DE TENSION DANS LE MONDE. IL EST BIEN EVIDENT QUE, AUSSI LONGTEMPS QUE CES FOYERS DE TENSION SUBSISTERONT OU MEME SE DEVELOPPERONT, L'APPROCHE DU DESARMEMENT RISQUERA OU RISQUE DE RESTER TOUT A FAIT THEORIQUE. JE PRENDS UN EXEMPLE : PARLER A L'HEURE ACTUELLE DE DESARMEMENT DANS LA REGION DU PROCHE-ORIENT SERAIT UNE ACTION QUI AURAIT TRES PEU DE CHANCES D'ABOUTIR A DES RESULTATS EFFECTIFS. C'EST POURQUOI, PARALLELEMENT A LA POLITIQUE EN FAVEUR DU DESARMEMENT, IL FAUT CONDUIRE UNE ACTION DE DIMINUTION DES TENSIONS DANS LE MONDE ET PARMIS LES ZONES QUE J'AI MENTIONNEES FIGURE L'AFRIQUE, OU IL EST INDISPENSABLE DE CREER UN CLIMAT DE SECURITE POUR LES ETATS AFRICAINS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE RECONNAIS QUE LA CONFERENCE PORTE SUR LE DESARMEMENT ET JE RECONNAIS LA DISTINCTION QUE VOUS AVEZ ETABLIE. MAIS L'AFRIQUE EST LA REGION DU MONDE OU NOUS CONSTATONS, OU NOUS ASSISTONS A UNE ACCUMULATION D'ARMES. EST-CE QUE CETTE SITUATION EST ENTIEREMENT DISSOCIEE DE LA LIMITATION DES ARMEMENTS ET DE LA CONFERENCE ? LE PRESIDENT.- NON. IL Y A UNE CORRELATION. MAIS LES SITUATIONS QUI SE SONT PRODUITES EN AFRIQUE RECEMMENT NE SONT PAS DES SITUATIONS QUI ONT ETE CAUSEES PAR L'ACCUMULATION DES ARMEMENTS. CE SONT DES SITUATIONS QUI SONT SURVENUES A-PARTIR DE TENSIONS POLITIQUES. SI L'ON PREND PAR EXEMPLE LA SITUATION DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE, LES AFFRONTLEMENTS ENTRE L'ETHIOPIE ET LA SOMALIE NE TENAIENT PAS A L'ACCUMULATION DES ARMEMENTS MAIS TENAIENT A LA CONTESTATION SUR LE SORT DES POPULATIONS DE L'OGADEN. DE MEME, S'IL Y A EU DES EVENEMENTS RECEMMENT AU ZAIRE, CE N'EST PAS DU FAIT D'UNE ACCUMULATION D'ARMEMENTS CAR IL N'Y A PAS DANS CES REGIONS COMPAREES A L'EUROPE LE MEME NIVEAU D'ACCUMULATION D'ARMEMENT, C'ETAIT EN-RAISON DE LA SITUATION POLITIQUE EXISTANT AU ZAIRE ET DANS LES ETATS VOISINS. DONC, IL NE FAUT PAS ETABLIR UNE CORRELATION TROP ETROITE ENTRE DIFFERENTS SUJETS QUI RETIENNENT NOTRE ATTENTION, MAIS QUI DOIVENT ETRE TRAITES CHACUN POUR EUX-MEMES. ET JE CONSIDERE, JE L'AI DIT TOUT A L'HEURE, QU'IL EST IMPORTANT DE FAIRE DE L'AFRIQUE UNE ZONE DE SECURITE & CELA VEUT DIRE D'ABORD QU'IL FAUT REGARDER TOUT CE QUI PEUT ETRE ENTREPRIS POUR EVITER LA NUCLEARISATION MILITAIRE DE L'AFRIQUE, ET QU'A CET EGARD TOUTES INITIATIVES VENANT DE LA PART DES ETATS AFRICAINS SERAIENT BIENVENUES POUR LA FRANCE & CELA VEUT DIRE D'AUTRE PART, QU'IL FAUT RECHERCHER LES MOYENS POLITIQUES DE DIMINUER LES TENSIONS EN AFRIQUE, QU'IL Y AIT OCCASION DE

MOYENS POLITIQUES DE DIMINUER LES TENSIONS EN AFRIQUE. SI J'AI L'OCCASION DE VOUS RENCONTRER EN DEHORS DE CETTE ENCEINTE, JE VOUS EXPOSERAI MA CONCEPTION CONCERNANT LA REDUCTION DES TENSIONS POLITIQUES EN AFRIQUE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, COMMENT VOYEZ-VOUS LE ROLE DU GOUVERNEMENT ET DE L'ARMEE LIBANAISE DANS LE LIBAN DU SUD ? DES OBJECTIONS A L'INCLUSION DE TROUPES FRANCAISES DANS LA FINUL ONT ETE SOULEVEES. EST-CE QUE VOUS CROYEZ QUE CE PRECEDENT POURRAIT OUVRIR LA PORTE A UNE PARTICIPATION D'AUTRES MEMBRES PERMANENTS DU CONSEIL_DE_SECURITE DANS D'AUTRES SITUATIONS, ET SI L'ON PROPOSE A LA FRANCE DE RETIRER SES TROUPES DE LA FINUL, QUEL SERA LE RESULTAT ? LE PRESIDENT.- D'ABORD IL N'Y A PAS SUR CE SUJET UNE POSITION OU UNE ACTION DE LA FRANCE. CHAQUE FOIS QUE CECI EST INDIQUE, C'EST INDIQUE DE FACON INEXACTE. IL Y A UNE ACTION DES NATIONS-UNIES A LAQUELLE PARTICIPE UN CONTINGENT FRANCAIS. EN EFFET, LA FRANCE N'A MEME PAS ETE A L'ORIGINE DE CETTE PROPOSITION. LORSQUE S'EST PRODUITE LA SITUATION DRAMATIQUE QUE L'ON SAIT, C'EST-A-DIRE L'ENTREE DES FORCES ISRAELIENNES DANS LE SUD - LIBAN ET LA SITUATION D'AFFRONTEMENT QUI EN EST RESULTE, LE CONSEIL_DE_SECURITE S'EST REUNI. IL A CHERCHE UNE FORMULE PERMETTANT D'OBTENIR A LA FOIS LE RETRAIT DES FORCES ISRAELIENNES DU SUD - LIBAN ET LE RETABLISSEMENT DE LA SOUVERAINETE DE L'ETAT LIBANAIS SUR LE SUD DE SON PAYS. ET, C'EST DANS-LE-CADRE DE CETTE MISSION QUE LA FRANCE A ACCEPTE DE FOURNIR UN CONTINGENT `CASQUES BLEUS` AUX NATIONS-UNIES. CE CONTINGENT EST PLACE SOUS LE COMMANDEMENT MILITAIRE DES REPRESENTANTS DU SECRETAIRE GENERAL ET IL AGIT EN CONFORMITE AVEC LES DIRECTIVES QUI SONT ETABLIES PAR LE SECRETAIRE GENERAL POUR LE _COMPTE DU CONSEIL_DE_SECURITE. AUTREMENT DIT, IL N'Y A PAS D'ACTION PARTICULIERE SEPEREE DE LA FRANCE AU SUD - LIBAN

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` POURQUOI LA FRANCE A-T-ELLE ACCEPTE DE FOURNIR UN CONTINGENT `CASQUES BLEUS`. EH BIEN, C'EST QU'ELLE A PENSE QU'A UN MOMENT OU L'ENSEMBLE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE SE PREOCCUPAIT DE CETTE SITUATION DU SUD - LIBAN, CARACTERISEE D'UNE_PART PAR L'ENTREE DES FORCES ISRAELIENNES, D'AUTRE_PART PAR LES AFFRONTEMENTS DANS LA REGION DU SUD - LIBAN, ET LORSQUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DEMANDAIT UN EFFORT EN DIRECTION DE LA PAIX, LA FRANCE, QUI A BEAUCOUP D'AMITIE, DE PREOCCUPATION POUR LE LIBAN ET POUR LA SECURITE DE SA POPULATION, A ESTIME QU'ELLE NE DEVAIT PAS OPPOSER UN REFUS A UNE DEMANDE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. PAR CONTRE, LORSQUE JE ME SUIS ENTRETENU TOUT A L'HEURE AVEC LE SECRETAIRE GENERAL `KURT WALDHEIM` DE CE PROBLEME, JE LUI AI RAPPELE QUE L'ACTION DU CONTINGENT FRANCAIS AU-SEIN DE LA FORCE DES NATIONS-UNIES DEVAIT S'EXERCER STRICTEMENT ET CONFORMEMENT A LA MISSION QUI AVAIT ETE TRACEE PAR LE CONSEIL_DE_SECURITE, C'EST-A-DIRE PERMETTRE, D'UNE_PART, LE RETRAIT DES FORCES ISRAELIENNES DU SUD - LIBAN ET, D'AUTRE_PART, LE RETABLISSEMENT PROGRESSIF DE LA SOUVERAINETE DU GOUVERNEMENT LIBANAIS SUR CETTE PARTIE DE SON TERRITOIRE. IL N'Y AURA PAS D'AUTRE ACTION DE LA PART DU CONTINGENT FRANCAIS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION (JOURNAL NORVEGIEN).- ON PARLE, A L'HEURE ACTUELLE, D'ETENDRE A 40 PAYS LA COMPOSITION DE LA CCD `COMITE DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT`. QUELLE PARTICIPATION LA FRANCE ENTEND-ELLE PRENDRE A CETTE CCD ET QUE PENSE-T-ELLE FAIRE POUR PARTICIPER ACTIVEMENT A LA CONFERENCE ? LE PRESIDENT.- DANS CE QUE J'AI DIT TOUT A L'HEURE, J'AI INDIQUE QU'IL FAUT EXAMINER LA QUESTION DE L'INSTRUMENT DE NEGOCIATION EN-

VOUS PRESENTERAIEN EN SOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT DE NEGOCIATION EN MATIERE DE DESARMEMENT. D'UNE PART, IL EST SOUHAITABLE QUE LE DESARMEMENT SOIT SUIVI PAR L'ENSEMBLE DES NATIONS-UNIES, ET IL FAUT DONC QU'IL Y AIT UNE COMMISSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE QUI SUIVE LE PROBLEME DU DESARMEMENT, UNE COMMISSION QUI COMPRENNE TOUS LES MEMBRES DES NATIONS-UNIES ET D'AUTRE PART, IL FAUT QU'IL Y AIT UN INSTRUMENT DE NEGOCIATION. VOUS SAVEZ QUE L'EXPERIENCE ENSEIGNE QUE CES INSTRUMENTS DE NEGOCIATION DOIVENT ETRE PLUS RESTREINTS ET QU'IL EST DIFFICILE, IMPOSSIBLE, DE NEGOCIER AVEC UN NOMBRE PARTICIPANTS. DONC, IL FAUT UN INSTRUMENT PLUS RESTREINT, COMME PAR EXEMPLE, CELA ETAIT LE CAS DANS LE DIALOGUE NORD-SUD 'CCEI'. ACTUELLEMENT, IL EXISTE UN INSTRUMENT QUI N'A PAS CE CARACTERE, QUI EST UN INSTRUMENT D'UNE AUTRE NATURE : LE COMITE DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT DE GENEVE, QUI, D'UNE PART, A DES REGLES DE PROCEDURE TRES PARTICULIERES (LA CO-PRESIDENCE DES DEUX GRANDES PUISSANCES) ET D'AUTRE PART, UNE COMPOSITION QUI N'EST PAS OUVERTE AUX AUTRES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. ALORS, NOUS PENSONS, D'UNE PART, QUE CE NOUVEL INSTRUMENT DE NEGOCIATION DOIT ETRE COMPOSE DE MANIERE A REFLETER, DANS SON ETAT ACTUEL, LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DES NATIONS UNIES, DONC EN TENANT COMPTE D'UN CERTAIN NOMBRE DE REPARTITIONS GEOGRAPHIQUES OU DE RESPONSABILITES ET, D'AUTRE PART, QUE CES REGLES DE PROCEDURE DOIVENT ETRE CELLES DES CONFERENCES DE CE TYPE ET, NOTAMMENT, QUE LEUR PRESIDENT DOIT ETRE ELU PAR LA CONFERENCE POUR UNE DUREE ET SELON DES MODALITES A ETABLIR. ET SI UNE TELLE DECISION ETAIT PRISE, LA FRANCE PARTICIPERAIT, COMME LES AUTRES ETATS, AUX TRAVAUX DE CE NOUVEL INSTRUMENT

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EST-CE QUE VOUS AVEZ L'INTENTION D'EXPOSER VOS VUES SUR LA FABRICATION ET LE DEVELOPPEMENT D'ARMES ATOMIQUES ET DES ESSAIS ATOMIQUES SUR-LE-PLAN DE LA FRANCE ? LE PRESIDENT.- JE NE VAIS PAS FAIRE UN EXPOSE SUR LA POLITIQUE NUCLEAIRE DE LA FRANCE. JE REPONDS A UNE QUESTION

-\

'POLITIQUE ETRANGERE' QUESTION.- EST-CE QUE VOUS AVEZ L'INTENTION D'INTERDIRE L'UTILISATION DE CES ARMES 'ATOMIQUES' ET LEURS ESSAIS ? LE PRESIDENT.- IL Y A QUELQUES ANNEES, LA FRANCE PROCEDAIT A DES EXPERIENCES NUCLEAIRES ATMOSPHERIQUES ET LORSQUE J'AI ETE ELU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, EN 1974, LA FRANCE AVAIT UN PROGRAMME D'EXPERIENCES NUCLEAIRES ATMOSPHERIQUES. NOUS AVONS ETUDIE LA QUESTION ET NOUS AVONS DECIDE, POUR UN CERTAIN NOMBRE DE RAISONS, ET POUR TENIR COMPTE DES PREOCCUPATIONS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, DE NE PLUS UTILISER QUE DES EXPERIENCES NUCLEAIRES SOUTERRAINES. A L'HEURE ACTUELLE, LA FRANCE NE FAIT QUE DES EXPLOSIONS SOUTERRAINES. DONC, LES CRAINTES CONCERNANT LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE OU LES CONSEQUENCES DE CES EXPERIENCES, ONT DE CE FAIT DISPARU. PAR CONTRE, NOUS POURSUIVONS LA MISE AU-POINT DE NOTRE INSTRUMENT NUCLEAIRE DE DISSUASION AUSSI LONGTEMPS QU'IL EXISTERA, ENTRE CET INSTRUMENT NUCLEAIRE DE DISSUASION ET CELUI DES PRINCIPALES PUISSANCES, LA DISPARITE ACTUELLE. CETTE DISPARITE EST CONSIDERABLE. VOUS AVEZ CERTAINEMENT LE MOYEN DE SAVOIR QUE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE D'UNE PART, L'UNION SOVIETIQUE, D'AUTRE PART, ONT EFFECTUE PLUSIEURS CENTAINES D'EXPERIENCES NUCLEAIRES. JE N'AI PAS A CITER LES CHIFFRES, MAIS JE VOUS INDIQUE QUE CE SONT DES CHIFFRES DE PLUSIEURS CENTAINES. ET, LORSQU'ON A PROCEDURE A PLUSIEURS CENTAINES D'EXPERIENCES, ON ACCUMULE UN CERTAIN NOMBRE DE RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES OU DE CONNAISSANCES QUI VOUS PERMETTENT D'INTERROMPRE VOS EXPERIENCES TOUT EN CONTINUANT LE

DEVELOPPEMENT DE VOS ARMES PUISQU'ON A EN STOCK DES RENSEIGNEMENTS SCIENTIFIQUES QUI PERMETTENT LA POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DES ARMES. TELLE N'EST PAS LA SITUATION DE LA FRANCE QUI A EFFECTUE BIEN MOINS DE CENT EXPERIENCES NUCLEAIRES, COMME ON LE SAIT. DONC, NOUS SOMMES CONDUITS, EN RAISON DE L'ECART QUI NOUS SEPRE DE CE POINT_DE_VUE DES SUPERPUISSANCES, A POURSUIVRE NOS TRAVAUX SCIENTIFIQUES ET EXPERIMENTAUX EN-MATIERE NUCLEAIRE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- SI LA FRANCE ACCEPTAIT DE LIMITER SES VENTES D'ARMES, EST-CE QUE CETTE LIMITATION SERAIT GENERALE OU EST-CE QU'ELLE NE PORTERAIT QUE SUR L'EUROPE DANS LE CAS QUE VOUS AVEZ EVOQUE ? LE PRESIDENT.- SUR LA LIMITATION DES VENTES D'ARMES, J'AI EVOQUE PRECISEMENT CE SUJET AU COURS DE MON INTERVENTION ET JE VOUS INDIQUE QUE - CECI EST POUR LA PRESSE FRANCAISE - LORSQUE J'AI RECU LES REPRESENTANTS DES GRANDES FORMATIONS POLITIQUES, C'EST NOTAMMENT UNE QUESTION QUI A ETE DISCUTEE AVEC EUX. EN CE QUI CONCERNE LA LIMITATION DES VENTES D'ARMES, LA FRANCE EST FAVORABLE A CE PRINCIPE. MAIS ELLE CONSIDERE QU'ETRE FAVORABLE AU PRINCIPE N'ENTRAINE PAS BEAUCOUP DE CONSEQUENCES CONCRETES TANT QU'IL N'Y A PAS UN DISPOSITIF D'APPLICATION. CE DISPOSITIF D'APPLICATION SUPPOSE D'ABORD QU'IL Y AIT UN ACCORD DE LA PART DES PRINCIPAUX VENDEURS OU FOURNISSEURS D'ARMES. QUELS SONT CES PAYS A L'HEURE ACTUELLE ? VOUS SAVEZ QUE C'EST EN TETE, ET DE LOIN, LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET L'UNION SOVIETIQUE, - LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE EN TETE, PUIS L'UNION SOVIETIQUE - LA FRANCE FOURNIT A L'HEURE ACTUELLE ENVIRON 9 % `STATISTIQUES` DES VENTES D'ARMES DANS LE MONDE, A EGALITE A PEU PRES AVEC LA GRANDE-BRETAGNE. ENSUITE, LES AUTRES VENDEURS SONT MOINS IMPORTANTS. S'IL N'Y A DONC PAS D'ACCORD COMMUN QUI INTERESSE A LA FOIS L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, LA GRANDE-BRETAGNE, LA FRANCE ET MAINTENANT D'AUTRES PAYS QUI SONT PLUS ACTIFS, COMME L'ALLEMAGNE FEDERALE `RAF`, IL N'Y A AUCUNE CHANCE QUE LA LIMITATION SOIT EFFICACE. ALORS, CHAQUE FOIS QU'UNE CONVERSATION NOUS EST PROPOSEE A CE SUJET, NOUS EN ACCEPTONS A CONDITION QUE TOUS LES PAYS FOURNISSEURS SOIENT REPRESENTES. C'EST POURQUOI NOUS AVONS A PLUSIEURS REPRISES, PAR EXEMPLE, INSISTE POUR QUE L'UNION SOVIETIQUE PARTICIPE A CES REUNIONS

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` `REPOSE` MAIS J'AI INDIQUE QUE SI L'ON VOULAIT OBTENIR DES RESULTATS CONCRETS, IL SERAIT SANS DOUTE PLUS PRATIQUE DE LES OBTENIR PAR DES DISCUSSIONS REGIONALES. NOTAMMENT EN VOYANT SI LES PAYS D'UNE ZONE ONT L'INTENTION EUX-MEMES DE RECHERCHER UNE LIMITATION DE LEUR ACHATS D'ARMEMENTS ET SI, A CE MOMENT-LA, LES PAYS FOURNISSEURS NE DOIVENT EGALEMENT SE REUNIR POUR ARRETER UNE ATTITUDE COMMUNE DE LIMITATION DE LEURS VENTES. VOUS SAVEZ QUE CETTE IDEE A ETE AVANCEE PAR CERTAINS CHEFS_D_ETAT DE L'AMERIQUE LATINE. NOUS AVONS ETE INTERROGES A CE SUJET ET NOUS AVONS DIT QUE S'IL Y AVAIT DES INITIATIVES DANS CE SENS, ET PAR EXEMPLE, EN AMERIQUE LATINE, LA FRANCE PARTICIPERAIT A CES NEGOCIATIONS DE LIMITATION DE CETTE _NATURE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN COMPLEMENT DE CETTE QUESTION QUI VIENT D'ETRE POSEE, VOUS AVEZ DIT TOUT A L'HEURE : "QUI OSERA LE PREMIER ABAISSER SA GARDE ? " ALORS, ETES-VOUS DISPOSE VOUS-MEME, EN TANT QUE PRESIDENT DE LA FRANCE, A EFFECTUER UN PREMIER PAS SIGNIFICATIF ? LE PRESIDENT.- J'AI INDIQUE PRECISEMENT QU'A CETTE QUESTION LES HOMMES D'ETAT NE POUVAIENT PAS REPENDRE EN PRENANT UN RISQUE POUR LA SECURITE DE LEUR

PEUPLE ET QU'UN DES ELEMENTS A REDRESSER DANS L'APPROCHE DU PROBLEME DU DESARMEMENT C'EST QUE LE DESARMEMENT NE PEUT PAS SE FONDER SUR L'ACCEPTATION PAR UN PAYS OU PAR UN GROUPE DE PAYS DE METTRE EN DANGER SA PROPRE SECURITE. IL FALLAIT DONC QU'IL Y AIT CE QUE J'AI APPELE UNE DIALECTIQUE DU DESARMEMENT ET DE LA SECURITE. C'EST POURQUOI J'AI PROPOSE QU'IL Y AIT SIMULTANEMENT UN CERTAIN NOMBRE D'ACTIONS POUR ABAISSER LE NIVEAU STRATEGIQUE CONVENTIONNEL ET REGIONAL DES ARMEMENTS. BIEN ENTENDU, DANS CHACUN DE CES DOMAINES, SI DES DECISIONS CONCRETES ETAIENT PROPOSEES, LA FRANCE APPORTERAIT SA PROPRE CONTRIBUTION

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` QUESTION.- VOUS AVEZ FAIT UNE PROPOSITION D'ETUDE D'UNE AGENCE DE CONTROLE PAR SATELLITE. EST-CE QUE C'EST UNE REACTION A LA PROPOSITION FAITE PAR LE VICE-PRESIDENT MONDALE QUAND IL A PARLE DE LA POSSIBILITE POUR LES ETATS-UNIS DE METTRE A LA DISPOSITION D'AUTRES ETATS, CERTAINS MOYENS TECHNIQUES, CE QU'IL A APPELE " DES YEUX ET DES OREILLES " `RADAR` `SONAR` ? EST-CE QUE VOUS AVEZ REPRIS CETTE SUGGESTION A VOTRE _COMPTE ? EST-CE QUE C'EST UN EFFORT CONJOINT ? LE PRESIDENT.- JE N'ENTRERAI PAS DANS UNE QUERELLE D'AUTEUR SUR CE SUJET. IL Y A DEJA PLUSIEURS MOIS QUE NOUS ETUDIONS LE PROBLEME DE L'UTILISATION DES SATELLITES POUR LE CONTROLE. JE VOUS INDIQUE QUE NOTRE IDEE N'EST PAS DE CREER UNE AGENCE DE CONTROLE PAR SATELLITE. AUTREMENT DIT, NOUS NE PENSONS PAS QUE LE SEUL MOYEN DE CONTROLE DOIT ETRE L'USAGE DES SATELLITES. NOUS PENSONS QU'IL Y A D'AUTRES MOYENS DE CONTROLE QUI SONT INDISPENSABLES. MAIS NOUS PENSONS QUE LES SATELLITES PEUVENT APPORTER UN ELEMENT NOUVEAU DANS L'APPLICATION DU CONTROLE. NOUS AVONS, SUR TOUS CES POINTS, EU DES ECHANGES DE VUES AVEC LES PRINCIPAUX PAYS CONCERNES, NOTAMMENT AVEC LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, AVEC L'UNION SOVIETIQUE, AVEC L'ALLEMAGNE FEDERALE ET AVEC NOS PARTENAIRES EUROPEENS. DONC, IL Y A DEJA PLUSIEURS SEMAINES QUE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE SONT INFORMES DE NOTRE INTENTION DE PROPOSER L'UTILISATION, L'ETUDE DE L'UTILISATION DES SATELLITES DE CONTROLE. VOUS VOUS RENDEZ _COMPTE VOUS-MEME QUE LE PROBLEME EST TRES COMPLEXE PUISQUE, DANS UNE PREMIERE PHASE, CELA REVIENDRAIT A UTILISER PARTIELLEMENT LES SERVICES DES DEUX ETATS QUI POSSEDENT CES SATELLITES ET QUI SONT LES ETATS-UNIS ET L'UNION SOVIETIQUE. DANS UNE DEUXIEME PHASE, LA QUESTION SERAIT DE SAVOIR SI L'AGENCE INTERNATIONALE QUI DEVRAIT ETRE PLACEE AUPRES DU CONSEIL_DE_SECURITE, UTILISERAIT LA LOCATION D'INSTRUMENTS DETENUS PAR D'AUTRES PUISSANCES, OU DEVRAIT, A CE MOMENT OU A UN AUTRE, DISPOSER DE MOYENS PROPRES. CES QUESTIONS SONT COMPLEXES ET C'EST POURQUOI NOUS INDIQUONS QU'IL FAUT SEULEMENT LES ETUDIER. NOUS NE PROPOSONS PAS UNE SOLUTION DEFINITIVE SUR CE POINT

-\

QUESTION.- J'APPARTIENS AU JOURNAL DESTOUR `TUNISIE`. VOUS AVEZ DIT AU DEBUT DE VOS REMARQUES, EN PASSANT, QUELQUES MOTS SUR LE DESARMEMENT AU MOYEN-ORIENT. PERMETTEZ-MOI DE REPRENDRE CELA ET DE VOUS POSER LA QUESTION SUIVANTE : QUELLE EST LA FACON DONT VOTRE GOUVERNEMENT EVALUE ET REAGIT A LA RECENTE APPROBATION DE LA VENTE D'ARMES POUR LE MOYEN-ORIENT PAR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ? LE PRESIDENT.- JE N'AI PAS INDIQUE QU'IL FALLAIT COMMENCER PAR LE MOYEN-ORIENT, J'AI INDIQUE AU CONTRAIRE QU'AUSSI LONGTEMPS QUE SUBSISTERAIENT LES TENSIONS QUI S'OBSERVENT, L'IDEE D'UNE REDUCTION DU NIVEAU D'ARMEMENT AU PROCHE-ORIENT ETAIT UNE IDEE QUI APPARAISSAIT COMME IRRREALISTE. CONCERNANT LES DECISIONS RECENTES DES AUTORITES AMERICAINES, IL N'Y A PAS DE COMMENTAIRE DE LA FRANCE SUR CE POINT

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, PENSEZ-VOUS QUE LA CONFERENCE EUROPEENNE SUR LE DESARMEMENT POURRAIT COMMENCER ET EST-CE QUE VOUS ALLEZ INVITER LES NATIONS EUROPEENNES A VENIR A PARIS POUR LA CONFERENCE ? LE PRESIDENT.- NOUS ALLONS COMMENCER UN TRAVAIL PREPARATOIRE. UN TRAVAIL PREPARATOIRE DE CETTE NATURE, L'EXPERIENCE LE MONTRE, EST RELATIVEMENT LONG ET DONC, J'IMAGINE QUE C'EST VERS LA FIN DE L'ANNEE 1979 QU'ON POURRAIT ENVISAGER LES CIRCONSTANCES FAVORABLES A LA REUNION D'UNE TELLE CONFERENCE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- ETES-VOUS EN FAVEUR DE L'INSPECTION SUR PLACE ET QU'ELLES SERAIENT LES GARANTIES QUE LES PAYS PACIFIQUES DU MONDE POURRAIENT AVOIR AU CAS OU UN DICTATEUR OU UN PAYS DONNE ENTREPRENDRAIT UN PROGRAMME D'ARMEMENT, MASSIF, PAR EXEMPLE. LE PRESIDENT.- J'AI DIT TOUT A L'HEURE QU'ON NE POUVAIT PAS ENVISAGER EN-MATIERE DE CONTROLE DE N'UTILISER QU'UNE SEULE SOURCE DE CONTROLE ET QU'IL ETAIT NECESSAIRE EN EFFET, D'AVOIR PLUSIEURS SOURCES DE CONTROLE ET NOTAMMENT DES CONTROLES SUR PLACE - CE QUE VOUS APPELEZ SUR LE SITE. D'AUTRE PART, LA POLITIQUE DE DESARMEMENT SUPPOSE L'ACCORD FORMEL DES PAYS PARTICIPANTS ET DONC DES OBLIGATIONS JURIDIQUES ET POLITIQUES. ET SI CES OBLIGATIONS NE SONT PAS REMPLIES, C'EST A CE MOMENT-LA UN PROBLEME QUI SE POSE A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE QUI SERAIT APPELEE A EN TIRER LES CONSEQUENCES ET A DECIDER DES SANCTIONS EVENTUELLES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- VOUS AVEZ, MONSIEUR LE PRESIDENT, ETE EXTREMEMENT ENERGIQUE CE MATIN. VOUS AVEZ LANCE UN DEFI, ET A L'UNION SOVIETIQUE ET AUX ETATS-UNIS, AUX DEUX SUPERPUISSANCES, DONT VOUS AVEZ PARLE, QUI SONT, BIEN ENTENDU, LES PLUS GRANDS MARCHANDS D'ARMES. COMMENT EST-CE QUE VOUS ET D'AUTRES PAYS ESPEREZ EXERCER UNE INFLUENCE MORALE SUR CES DEUX PAYS POUR JUSTEMENT QUE LE DESARMEMENT DEVIENNE REALITE ET EST-CE QUE CELA NE VOUS GENE PAS QUE LES DEUX DIRIGEANTS DE CES DEUX PAYS N'ASSISTENT PAS A CETTE IMPORTANTE CONFERENCE ? LE PRESIDENT.- NON, JE N'AI PAS COMME VOUS LE DITES, JETE UN DEFI A CES DEUX SUPERPUISSANCES. J'AI CONSTATE UNE SITUATION DE FAIT, SITUATION BIEN CONNUE DANS LE MONDE. C'EST QU'EN-RAISON DE LEUR PUISSANCE, EN-RAISON DE LEURS MOYENS, LES SUPERPUISSANCES A L'HEURE ACTUELLE ONT ACCUMULE ENVIRON LES DEUX TIERS DES ARMEMENTS EXISTANT DANS LE MONDE. DONC, CHACUNE DE CES SUPERPUISSANCES, A ELLE SEULE, A ENVIRON LE MEME TOTAL D'ARMEMENT QUE TOUT LE RESTE DU MONDE, L'AUTRE SUPERPUISSANCE EXCLUE. ET C'EST UNE SITUATION DE FAIT & IL N'Y A PAS LIEU DE LA QUALIFIER & ELLE TIEN EN-PARTICULIER A LA DIMENSION, A LA POPULATION ET AUX MOYENS INDUSTRIELS PUISSANTS DE CES DEUX ETATS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` CE QUE J'AI VOULU DIRE, C'EST QUE NATURELLEMENT TOUT EFFORT SIGNIFICATIF DU DESARMEMENT SUPPOSAIT QUE LA OU L'ARMEMENT ETAIT LE PLUS IMPORTANT, IL Y EUT UN EFFORT TRES SIGNIFICATIF DE REDUCTION. ALORS, COMMENT ABOUTIR A CET EFFORT ? D'UNE PART J'AI NOTE QUE LES DIRIGEANTS SOVIETIQUES ET AMERICAINS ETAIENT CONSCIENTS DE CETTE NECESSITE PUISQU'ILS ETAIENT PRECISEMENT ENGAGES A L'HEURE ACTUELLE DANS LA NEGOCIATION SALT QUI SE POURSUIT DANS DES CONDITIONS DONT J'AI INDIQUE QUE JE SOUHAITAIS QU'ELLES SOIENT POSITIVES ET QU'ELLES PUISSENT ABOUTIR PROCHAINEMENT A UN ACCORD. D'AUTRE PART, IL NE S'AGIT PAS POUR TEL OU TEL

PAYS, D'EXERCER SUR EUX DES PRESSIONS QUE VOUS DECRIVEZ & JE CROIS QU'IL EST IMPORTANT QUE CE SOIT LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DANS SON ENSEMBLE - ET C'EST POURQUOI J'INSISTE SUR LE ROLE DES NATIONS-UNIES - QUI FASSE APPARAÎTRE CETTE PRISE DE CONSCIENCE DE LA NECESSITE D'UN EFFORT ACCRU DE LIMITATION DES ARMEMENTS. EN TOUS CAS, DANS LES CONVERSATIONS QUE J'AI EUES DANS LE PASSE, SOIT AVEC M. LEONID BREJNEV, SOIT AVEC LE PRESIDENT CARTER, LES PROBLEMES DE DESARMEMENT, DE LIMITATION DES ARMEMENTS, ONT TOUJOURS ETE EVOQUES, ET JE DIRAI, EVOQUES DE PART ET D'AUTRE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- LE COLONIALISME ENGENDRE LES TENSIONS POLITIQUES ET DONC LA NECESSITE D'ARMES, DIT-ON. DANS-LE-CADRE DU COLONIALISME ET DU DESIR D'ATTENUER LES TENSIONS, DE CONTRIBUER DONC AU DESARMEMENT, COMMENT VOYEZ-VOUS L'UNIFICATION DES ILES DES COMORES ET COMMENT VOYEZ-VOUS L'INDEPENDANCE EVENTUELLE DU QUEBEC ET DE SA POSSIBILITE D'ADHERER BIENTOT AUX NATIONS-UNIES ? LE PRESIDENT.- SUR LE PREMIER POINT, JE DIRAI QU'IL Y A EU - ET JE L'AI APPRIS COMME VOUS TOUS PAR L'EXTERIEUR - QU'IL Y A EU UN CHANGEMENT DE REGIME POLITIQUE AUX COMORES ET QUE, DONC, VOTRE QUESTION DEVRAIT S'ADRESSER UNIQUEMENT AU NOUVEAU PREMIER MINISTRE DES COMORES. DEUXIEMEMENT, EN CE QUI CONCERNE LE QUEBEC, JE SUIS BIEN VOTRE SUBTILITE INTELLECTUELLE, MAIS JE NE REUSSIS PAS A PERCEVOIR LA MOINDRE CORRELATION ENTRE CE PROBLEME REEL ET IMPORTANT ET LA GRANDE QUESTION QUI NOUS OCCUPE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- VOUS AVEZ PRECONISE UNE ZONE DE SECURITE EN AFRIQUE & EST-CE QUE CELA POURRAIT LIMITER LES DROITS DES PAYS AFRICAINS DE SE PROCURER UNE AIDE MILITAIRE AUPRES DE PAYS EN DEHORS DE L'AFRIQUE POUR FAIRE_FACE A DES INSURRECTIONS ET DES INVASIONS ? LE PRESIDENT.- JE PENSE, EN EFFET, QUE L'OBJET D'UNE ORGANISATION DE LA SECURITE EN AFRIQUE SERAIT DE FAIRE REPOSER L'ENSEMBLE DES ACTIONS A CONDUIRE A CET EGARD SUR LES SEULS AFRICAINS EUX-MEMES, ET QU'UNE ORGANISATION DE SECURITE EN AFRIQUE AURAIT POUR COROLLAIRE LE FAIT QUE LES FORCES ETRANGERES A CE CONTINENT NE SERAIENT PAS APPELEES A PARTICIPER A DES ACTIONS SUR LE SOL DE L'AFRIQUE. JE CROIS QU'IL FAUT METTRE A PART LES QUESTIONS DE FORMATION, D'ASSISTANCE TECHNIQUE, MAIS EN LES ENTENDANT AU SENS STRICT, C'EST-A-DIRE LES ACTIONS QUI PEUVENT AVOIR POUR OBJET LA FORMATION OU LA PREPARATION DES FORCES MAIS NON PAS LA PARTICIPATION AUX COMBATS

-\